

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 19 janvier au 23 janvier 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Approbation de la 4e revue du programme FMI
- ❖ **Kenya** : Lancement de la privatisation partielle de la Kenya Pipeline Company
- ❖ **Ouganda** : Victoire aux élections du Président sortant, Yoweiri Museveni

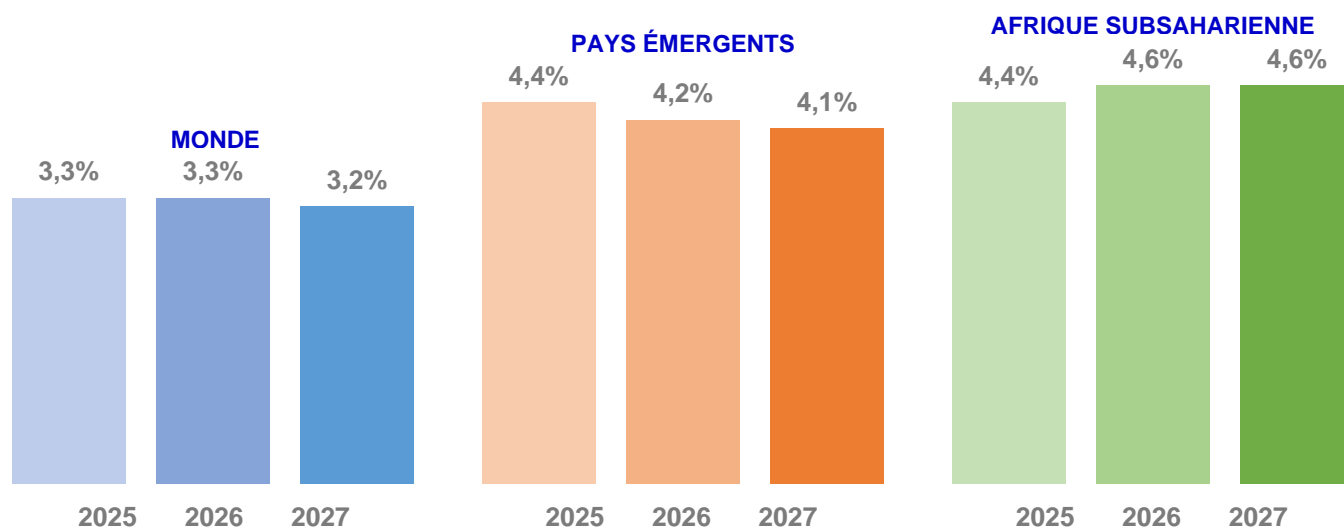
LE CHIFFRE A RETENIR

1

MAURICE : LA FRANCE REPRÉSENTE LE 1^{ER}
MARCHÉ POUR LE SECTEUR DU TOURISME
(PLUS DU TIERS DES ARRIVÉES ANNUELLES)

Le graphique de la semaine

Nouvelles prévisions de croissance du FMI



Dans son [World Economic Outlook Update](#) (janvier 2026), le FMI, pour la 2^e fois consécutive, révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale pour 2026. La croissance est désormais attendue à +3,3 %, soit +0,1 pt de pourcentage par rapport aux dernières prévisions d'octobre 2025. Cette révision s'explique par les investissements technologiques, l'appui des politiques budgétaires et monétaires, des conditions financières demeurées accommodantes et la capacité d'adaptation du secteur privé malgré les inflexions des politiques commerciales. Toutes les régions sont concernées par cette révision à la hausse. Pour les pays émergents, la croissance est désormais projetée à +4,2 % en 2026, soit une révision de +0,2 pt de pourcentage au regard des prévisions d'octobre 2025. En Afrique subsaharienne, la croissance est désormais projetée à +4,6 % en 2026 (soit +0,2 pt de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre dernier). Cette mise à jour intermédiaire du FMI porte exclusivement sur les principales économies de chaque région et les grands agrégats régionaux.

REGIONAL

Accord de coopération pour améliorer le transport et le commerce entre les corridors Northern et Central

La *Northern Corridor Transit and Transport Coordination Authority* (NCTTCA) et la *Central Corridor Transit and Transport Facilitation Agency* (CCTTFA), en charge respectivement des corridors Nord et Central, ont signé un accord de coopération. Ces deux corridors desservent en commun plusieurs pays, notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo. L'accord, conclu à Mombasa le 20 janvier 2026, vise à renforcer l'efficacité du transport et à faciliter le commerce en Afrique de l'Est et centrale en harmonisant les opérations des deux corridors. La coopération porte notamment sur des domaines clés tels que les routes, les chemins de fer, les oléoducs et les voies navigables, ainsi que sur la réduction des barrières non tarifaires et le partage de données. Cet accord vise aussi à attirer davantage des projets régionaux financés par les bailleurs et soutenir l'intégration régionale en lien avec les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

COMORES

Organisation de la 15^e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien

Le ministre de l'Economie, Moustoifa Hassani Mohamed, a annoncé, le 15 janvier, l'accueil par les Comores de la 15^e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien qui se tiendra du 27 au 29 avril 2026. Ce forum est co-organisé par Cap Business Océan Indien, l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'artisanat des Comores (UCCIA) et la Nouvelle Organisation Patronale des Comores (OPACO), avec notamment le soutien de l'Agence française de développement. Cet événement vise à rassembler des acteurs politiques, économiques et universitaires des îles de la région du sud-ouest de l'Océan Indien. Le forum, dont le thème sera « Renforcer les synergies régionales », mettra en avant plusieurs secteurs dont l'agriculture, la biodiversité, le tourisme bleu, l'intelligence artificielle et la logistique. La question de l'environnement normatif devrait également être évoquée.

DJIBOUTI

Le FMI souligne les progrès macroéconomiques de Djibouti

Le FMI a mené une mission à Djibouti du 11 au 15 janvier 2026 afin d'évaluer la situation macroéconomique du pays. Les perspectives sont jugées globalement très favorables par le [Fonds](#) : la croissance a atteint +6,5 % en 2025, portée par le dynamisme de l'activité portuaire et l'activité éthiopienne. L'inflation est par ailleurs restée quasi nulle en 2025, notamment grâce à la baisse des prix alimentaires mondiaux. Le déficit budgétaire s'est nettement réduit, passant de -2,7 % du PIB en 2024 à -0,7 % en 2025, avec, selon le budget 2026, un objectif de retour à l'équilibre cette année. Cette réduction est principalement due à une maîtrise des dépenses publiques malgré des recettes inférieures aux prévisions, dans le cadre d'une politique de consolidation budgétaire visant à soutenir la soutenabilité de la dette. Le FMI estime cependant que, bien que les réserves de change aient progressé, elles demeurent insuffisantes pour couvrir la base monétaire. Le FMI alerte également sur les risques géopolitiques pesant sur Djibouti, en particulier les tensions régionales, les flux migratoires et l'éventuelle diversification des routes commerciales éthiopiennes. Enfin, le Fonds se montre satisfait des efforts de consolidation budgétaire engagés, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes afin d'accroître durablement les recettes publiques.

ÉTHIOPIE

Approbation de la 4^e revue du programme FMI

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 16 janvier, la [4e revue du programme](#) au titre de la Facilité élargie de crédit pour l'Éthiopie, autorisant un décaissement immédiat d'environ 261 MUSD – portant les décaissements totaux à 2,18 Md USD depuis le début du programme en juillet 2024 (sur 3,4 Md USD). Le Fonds note d'importants progrès dans la mise en œuvre du programme, avec des résultats macroéconomiques meilleurs qu'anticipés. La croissance reste soutenue, les exportations et les recettes publiques progressent, les réserves de devises se renforcent et l'inflation recule, traduisant les effets positifs des réformes. Le FMI souligne toutefois que le maintien de la dynamique de

réformes demeure essentiel pour consolider ces acquis, notamment sur la réforme du marché des changes et sur la politique budgétaire et fiscale du gouvernement. Enfin, la conclusion d'un accord avec les créanciers privés demeure nécessaire pour restaurer pleinement la soutenabilité de la dette.

La croissance de l'économie estimée à +7,2 % par la Banque mondiale

La Banque mondiale estime que le taux de croissance en Éthiopie pour l'année fiscale 2024/2025 a atteint +7,2 %, l'un des plus élevés en Afrique sub-saharienne. Cette croissance aurait été portée par le dynamisme du secteur agricole, la hausse de la production d'or et d'électricité, ainsi que par la poursuite de la reprise industrielle et l'intensification des constructions urbaines. Dans les services, les secteurs des télécommunications et de l'aviation auraient joué un rôle moteur. L'inflation aurait diminué en 2025, passant de +20 % en juillet 2024 à +13,7 % un an plus tard. Cette amélioration est attribuée à une politique monétaire restrictive et de bonnes récoltes. Le gouvernement a en outre réussi à contenir les pressions sur les prix à travers un ajustement progressif des prix de carburant et à des importations temporaires de produits de premières nécessité (huile alimentaire, médicaments). Les perspectives de croissance pour FY 2025/26 sont de +7,1 %, puis de +7,7 % pour FY 2026/27.

KENYA

Lancement de la privatisation partielle de la Kenya Pipeline Company

Le gouvernement kényan a lancé, le 21 janvier 2026, la privatisation partielle de la *Kenya Pipeline Company* (KPC) à travers une introduction en Bourse (IPO) sur la *Nairobi Securities Exchange*. L'État prévoit de céder jusqu'à 65 % du capital de cette entreprise publique stratégique, spécialisée dans le transport et le stockage de produits pétroliers. L'opération vise à lever environ 100 à 120 Md KES (environ 800–900 MUSD), selon les autorités, ce qui en ferait l'une des plus importantes opérations de marché jamais réalisées au Kenya. L'IPO, entièrement dématérialisée, est ouverte aux investisseurs institutionnels et particuliers, avec un seuil d'entrée volontairement bas afin de favoriser une large participation domestique. Cette opération s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de mobilisation

de ressources domestiques et d'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, dans un contexte de fortes contraintes budgétaires.

Soutien de 43 MUSD de la Banque mondiale à la transition climatique des PME

La Banque mondiale a débloqué un fonds vert d'environ 43 MUSD au profit de la *Kenya Development Corporation*, agence publique chargée du développement du secteur privé. Ce fonds a pour but de soutenir les petites et moyennes entreprises afin d'encourager leur adaptation au changement climatique. Plusieurs secteurs jugés essentiels à la transition écologique sont concernés comme la mobilité électrique et le transport, les bâtiments, l'agriculture durable et la gestion des déchets. L'initiative s'insère dans le cadre du projet *Kenya Jobs and Economic Transformation*, programme quinquennal (2024–2029), qui vise à réduire les risques pour les investisseurs privés tout en élargissant l'accès aux services financiers pour les PME. Ce financement ambitionne également de permettre la création d'emplois et de renforcer l'accès au marché pour les PME kényanes, dans une perspective de croissance durable.

Visite à Paris du PCS Mudavadi à Paris

Le *Prime Cabinet Secretary* (PCS) du Kenya, Musalia Mudavadi, s'est rendu à Paris ce lundi 19 janvier dans le cadre de la préparation du Sommet *Africa Forward* qui se déroulera à Nairobi les 11 et 12 mai 2026. M. Mudavadi a notamment été reçu par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, avec lequel les échanges ont porté, notamment, sur la coopération bilatérale ainsi que sur l'organisation du Sommet. Le PCS a également pris part à une rencontre organisée par le Medef International en présence de nombreuses entreprises françaises présentes ou s'intéressant au Kenya.

MADAGASCAR

Lancement des assises pour la relance économique

Le Président de la Refondation de la République de Madagascar, en présence de ministres, représentants du secteur privé et de la communauté financière internationale, a lancé le 19 janvier 2026 les « Assises pour la relance économique de Madagascar », avec pour objectif de produire d'ici la

mi-mars 2026 un plan national stratégique pour la relance économique. Le ministre de l'économie et des finances a fait état de plusieurs difficultés : une croissance moyenne insuffisante de 4,3 % sur les cinq dernières années ; un taux de productivité ne représentant que 25 % de la productivité moyenne en Afrique subsaharienne ; un niveau d'informalité très élevée (près de 90 % des emplois non agricoles). Les Assises visent, à court terme, à restaurer la confiance entre le secteur privé et l'État et, au-delà, à mettre en place un nouveau « contrat économique » garantissant une reprise durable de la croissance et un développement soutenu. Elles réuniront durant deux mois les parties prenantes, publiques et privées, dans le cadre de dialogues à l'échelle nationale et régionale.

MAURICE

La France, 1^{er} marché pour le secteur touristique

Selon *Statistics Mauritius*, le tourisme a poursuivi sa hausse en 2025, enregistrant l'entrée sur le territoire de 1 436 250 touristes, soit +3,9 % par rapport à 2024. Ce montant inclut les arrivées par avion et par bateau. Les principaux marchés sont la France hexagonale, qui est en tête avec 337 502 touristes, suivie du Royaume-Uni (154 990), l'Île de la Réunion (145 029), l'Allemagne (122 166), l'Afrique du Sud (110 287) et l'Inde (75 808). En incluant la Réunion et Mayotte, 484 523 visiteurs viennent de France, soit 33,7 % du total des arrivées. Les recettes ont atteint 91,2 Md MUR (environ 1,7 Md EUR) sur la période janvier-novembre 2025.

UGANDA

Victoire aux élections du Président Museveni

Le Président Museveni, leader du Mouvement National pour la Résistance (NRM), a été réélu pour un 7^e mandat consécutif avec 71,6% des voix contre 24,7% pour son principal opposant, Robert Kyagulanyi alias Bobi Wine, leader de la NUP (Plateforme d'Unité Nationale). Bien que sa victoire soit plus nette qu'en 2021 (+13,3 pts), le scrutin se sera déroulé avec une participation électorale en recul (-6,9 points, à 52,5 %) et des restrictions temporaires de l'accès à Internet et aux réseaux sociaux, dont les services ont ensuite repris graduellement. La formation du « *presidential cabinet* » interviendra lors de l'investiture, prévue le 12 mai prochain.

RWANDA

Le secteur minier poursuit sa progression

Le secteur minier et des carrières a progressé de 4,1 % en glissement annuel en novembre 2025, selon les données statistiques nationales. Depuis le début de l'année, la croissance moyenne du secteur s'établit à 6,2 %. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de réformes entamées depuis 2024 visant à moderniser les modes d'exploitation, à réduire le poids de l'extraction artisanale et à renforcer le cadre réglementaire. Les activités d'exploration se développent sur plus d'une cinquantaine de zones, couvrant notamment l'or, les minerais stratégiques et les métaux critiques. L'emploi dans le secteur dépasse 92 000 personnes. Les exportations minières ont généré 1,7 Md USD en 2024, principalement portées par l'or. À moyen terme, les autorités ambitionnent d'accroître la valeur des exportations minières par la mécanisation, la transformation locale et l'augmentation des investissements.

SEYCHELLES

L'inflation revient en territoire négatif en décembre

Selon le Bureau national des statistiques, l'inflation s'est élevée à -0,2 % décembre 2025 (après +0,1 % en novembre 2025). Parmi les produits alimentaires, les principales baisses concernent les légumes (-17,0 %), le poisson (-6,7 %), le lait, le fromage et les œufs (-0,7 %). S'agissant des autres secteurs, les prix relatifs aux loisirs et la culture ont baissé de -5,5 %. Les principales hausses s'observent au niveau des huiles et graisses (+5,4 %), ainsi que les fruits (+4,9 %).

SOMALIE

23,4 MUSD pour la connectivité électrique à Bosaso

Le conseil d'administration du Fonds africain de développement de la BAfD, a approuvé un don de 23,4 MUSD pour un projet visant l'amélioration de l'accès à l'électricité à Bosaso (État du Puntland). Ce financement sera consacré à l'introduction de nouvelles capacités de production d'énergie solaire, à l'extension du réseau de distribution ainsi qu'à la distribution de compteurs modernes. Il permettra également de fournir des systèmes solaires

domestiques à des familles qui n'ont pas d'accès à l'électricité. Cette initiative devrait en outre réduire le coût de l'électricité pour les habitants et permettre aux entreprises et aux commerces de bénéficier d'une alimentation électrique stable. Elle soutiendra également les institutions publiques par le biais de formations techniques et de renforcement des capacités. Le remplacement des générateurs diesel par des systèmes solaires aura un impact positif sur l'environnement et soutiendra les objectifs climatiques à long terme de la Somalie.

SOUDAN DU SUD

Une crise de liquidité met Equity Bank sous pression judiciaire

La succursale d'Equity Bank à Juba est confrontée à une menace judiciaire formelle liée à son incapacité à permettre à un client d'accéder à ses dépôts, illustrant l'ampleur de la crise de liquidité au Soudan du Sud. Une mise en demeure récemment adressée à Equity l'accuse de manquement à ses obligations bancaires fondamentales et annonce des poursuites civiles si la situation n'est pas réglée sous sept jours. Le cabinet Pan African Law Chambers, représentant le plaignant, dénonce un préjudice opérationnel, financier et réputationnel significatif. Cette affaire s'inscrit dans un contexte de pénurie chronique de liquidités, aggravée par la perturbation des exportations pétrolières en raison du conflit au Soudan, réduisant fortement les entrées de devises. Les banques ont instauré des plafonds de retrait inférieurs à 10 USD par jour, tandis que les changements répétés à la tête de la Banque centrale n'ont pas permis de rétablir la confiance.

TANZANIE

Le port de Dar es Salaam vise 30 millions de tonnes de trafic annuel

La Tanzanie s'est fixé pour objectif de porter le trafic annuel du port de Dar es Salaam au-delà de 30 millions de tonnes. Cette ambition s'appuie à la fois sur des

investissements déjà réalisés dans les infrastructures portuaires (par DP World, SGR et TEAGTL) et sur de nouveaux projets (expansion des quais, infrastructures pétrolières et chemin de fer interne) visant à renforcer la capacité et la compétitivité de son principal port. Selon le porte-parole du gouvernement, cette ambition traduit une rupture avec les niveaux historiques de performance et reflète la stratégie des autorités visant à faire de Dar es Salaam un hub logistique de référence pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale. Les résultats confirment cette trajectoire positive. Au cours de l'exercice 2024/25, le port a traité 27,7 millions de tonnes, contre 23,7 millions l'année précédente. Au 2nd semestre 2025, le volume a atteint 16,7 millions de tonnes, enregistrant une croissance annuelle de +30 %. La modernisation du port génère également des retombées budgétaires importantes, avec des recettes douanières estimées à 4,8 Md USD en 2024/25, en hausse de +17 %. L'entrée des opérateurs DP World et Adani Ports a permis de réduire les coûts d'exploitation d'environ -57 % et améliorer sensiblement la rentabilité du port.

Des recettes touristiques historiques de 4,2 Md USD en 2025

Le secteur touristique tanzanien a enregistré en 2025 des recettes historiques de 4,2 Md USD, avec un total de 2 097 823 visiteurs, selon la Banque de Tanzanie, marquant le niveau le plus élevé jamais atteint par ce secteur. Cette performance résulte principalement de l'augmentation des arrivées de touristes internationaux, avec 173 000 visiteurs supplémentaires entre janvier et novembre 2025 par rapport à l'année précédente. La croissance s'explique par la combinaison d'efforts de promotion, d'amélioration des infrastructures, du renforcement de la connectivité aérienne et de la stabilité du pays en tant que destination. Le tourisme demeure ainsi un moteur essentiel de la croissance économique, de la création d'emplois et de la génération de devises. Toutefois, le secteur a été impacté temporairement en octobre 2025 par les violences liées aux élections, période habituellement marquée par un pic touristique.